

La taille moyenne des ménages ne diminue plus en Ile-de-France et dépasse désormais celle de la province

En Ile-de-France, jusqu'en 2007, la croissance soutenue du nombre de ménages représentait presque le double de celle de la population. Entre 2007 et 2012, les taux de croissance respectifs du nombre de ménages et de la population franciliens convergent, alors que l'écart entre ces deux indicateurs reste important en province. La taille moyenne des ménages en Ile-de-France ne diminue plus et semble stabilisée. En effet, la croissance de la population explique l'essentiel de la hausse du nombre de ménages. Le vieillissement de la population et l'évolution des modes de vie jouent de façon plus modérée sur le nombre de ménages. En Ile-de-France, ces deux facteurs explicatifs ont des effets inverses sur la taille moyenne des ménages, contrairement au reste de la France.

Philippe Louchart, IAU Ile-de-France
Pauline Virost, Apur
Céline Perrel et Nathalie Couleaud, Insee Ile-de-France

En 2012, 5 millions de ménages vivent en Ile-de-France, soit 149 000 de plus qu'en 2007 et 502 000 de plus qu'en 1999. Le taux de croissance du nombre de ménages franciliens, auparavant largement supérieur à celui de la population, s'en est rapproché progressivement au cours des deux dernières décennies pour atteindre des niveaux comparables entre 2007 et 2012 (*figure 1*).

Le nombre de ménages et la population augmentent désormais à un rythme comparable en Ile-de-France

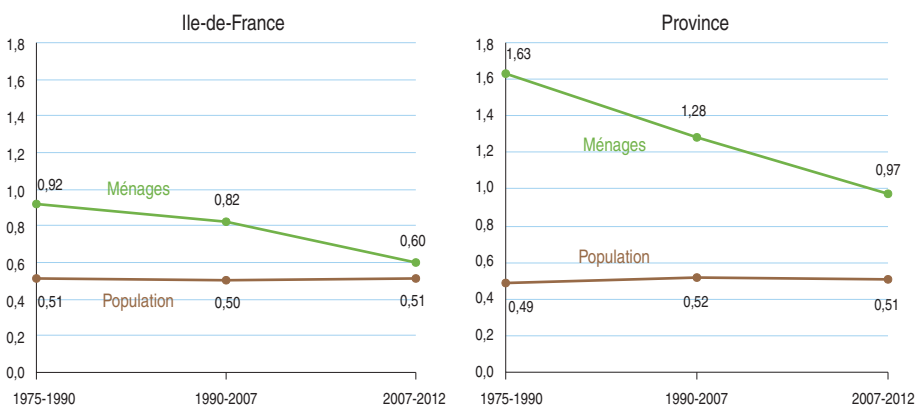
Depuis 2007, la croissance du nombre de ménages francilien est de 0,6 % par an alors qu'elle s'élevait en moyenne à 0,8 % entre 1990 et 2007. Elle est désormais très proche de la croissance de la population, stabilisée autour de 0,5 % depuis 1975. Cette évolution est propre à l'Ile-de-France : en province, l'écart se réduit également tendanciellement, mais la croissance du nombre de ménages reste cependant le double de celle de la population : près de 1 % et + 0,5 % entre 2007 et 2012.

La taille moyenne des ménages franciliens se stabilise alors que la baisse continue en province

Alors que la taille moyenne des ménages continue de baisser en province (*figure 2*), elle se stabilise en Ile-de-France, autour de 2,3 personnes par ménage sur la période récente (1999 : 2,38 ; 2007 : 2,33 ; 2012 : 2,33), après une longue période de diminution depuis 1968. En province, la taille moyenne des ménages passe de 2,28 personnes en 2007 à 2,23 personnes en

1 Le rythme de progression du nombre de ménages franciliens ralentit et rejoint celui de la population alors qu'il reste plus élevé en province

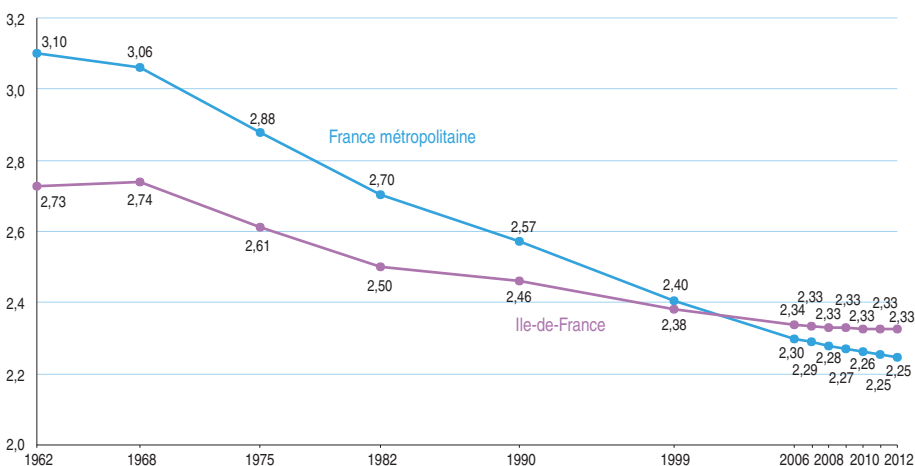
Taux annuel moyen de variation de la population et du nombre de ménages (en %)



Source : Insee, recensements de la population 1975 à 2012.

2 La taille moyenne des ménages franciliens est désormais supérieure à celle de la France métropolitaine et se stabilise

Nombre moyen de personnes par ménage



Source : Insee, recensements de la population 1962 à 2012.

2012. Par conséquent, depuis 2006, la taille moyenne des ménages franciliens est supérieure à celle des ménages du reste du territoire (respectivement 2,34 et 2,30).

Dès 1999, la taille moyenne des ménages d'Ile-de-France est supérieure à celle observée dans l'aire urbaine de Lyon. C'est aussi le cas pour l'unité urbaine de Marseille-Aix, depuis 2007. En 1968, la taille moyenne des ménages de ces deux grandes aires urbaines de province était très nettement supérieure à celle de la région francilienne (respectivement 2,99 et 3,01 contre 2,73).

La croissance de la population est le principal moteur de la hausse du nombre de ménages. L'évolution du nombre de ménages peut être décomposée en trois facteurs : l'évolution de la population (dit « effet volume ») est le facteur explicatif principal en Ile-de-France (+ 0,51 % entre 2007 et 2012) comme en province (figure 3). Ce facteur explique près de 90 % de la croissance du nombre de ménages en Ile-de-France, contre seulement la moitié en province.

Le vieillissement de la population contribue également, mais plus faiblement, à l'augmentation du nombre de ménages : + 0,15 % en Ile-de-France, soit un peu moins qu'en province (+ 0,22 %). La population francilienne est en effet plus jeune que celle de province.

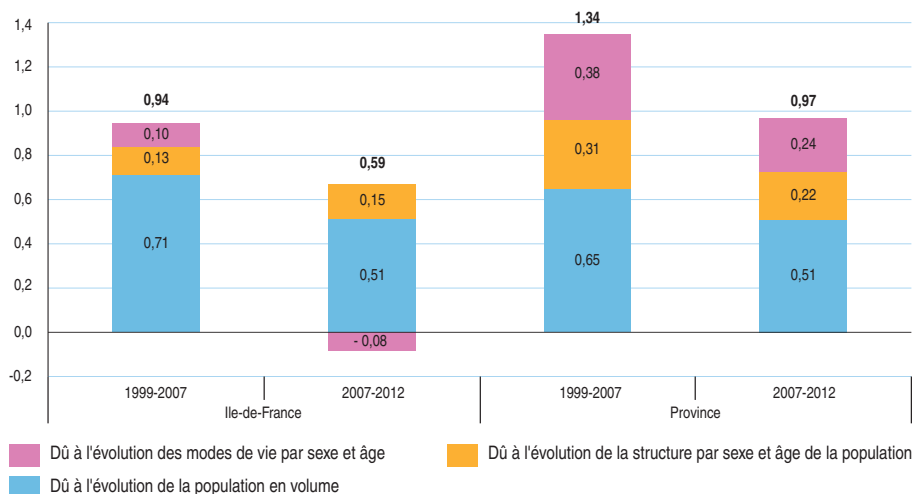
Enfin, l'évolution des modes de vie joue désormais négativement sur le nombre de ménages en Ile-de-France (- 0,08 %), contrairement à la province (+ 0,24 %). À titre d'exemple, les enfants restent plus tardivement chez leurs parents en 2012 qu'en 2007, ce qui limite d'autant la formation de nouveaux ménages, de même que le développement de la colocation. Ces phénomènes sociétaux s'expliquent par les caractéristiques de la région : offre importante d'établissements de l'enseignement supérieur, proximité du marché du travail, coût élevé du logement... Cet effet à la baisse l'emporte désormais en Ile-de-France sur les autres évolutions des modes de cohabitation (propension croissante des actifs à vivre seul, instabilité croissante des couples...) qui, depuis plus de trente ans, avaient contribué à accroître le nombre de ménages dans la région comme dans le reste du territoire.

La stabilisation de la taille moyenne des ménages franciliens résulte du moindre vieillissement de la population et d'une décohabitation qui ne progresse plus

Les facteurs explicatifs de l'évolution du nombre de ménages entraînent des effets inverses sur l'évolution de la taille moyenne des ménages franciliens. Entre 2007 et 2012,

3 Depuis 2007, la progression du nombre de ménages franciliens est freinée par l'évolution des modes de vie

Taux annuel moyen d'évolution du nombre de ménages (en %)



Lecture : entre 2007 et 2012, le nombre de ménages franciliens augmente de 0,59 % par an. Cette évolution se décompose selon trois facteurs : l'effet volume (+ 0,51 %), l'évolution de la structure par sexe et âge de la population (+ 0,15 %) et l'évolution des modes de cohabitation jouant négativement (- 0,08 %).

Source : Insee, recensements de la population 1999, 2007 et 2012.

De plus grands ménages chez les immigrés

En 2012, la taille moyenne des ménages dont la personne de référence est immigrée est de 2,87 personnes, contre 2,17 pour les non-immigrés. Les trois quarts de cet écart s'expliquent par la structure par âge de la population des immigrés et à leurs modes de cohabitation, qui diffèrent de ceux des non-immigrés. Plus jeune, la population immigrée compte 40 % de couples avec enfant(s), contre 26 % seulement pour les non-immigrés ; et seulement 25 % de personnes seules, contre 39 % parmi la population non immigrée. Si les ménages dont la personne de référence est immigrée présentaient la même structure par âge et les mêmes modes de cohabitation que les autres ménages, ils seraient composés de 2,37 personnes en moyenne.

La taille de ces ménages resterait supérieure à celle des non-immigrés en raison d'une fécondité légèrement supérieure et d'une proportion plus importante de ménages complexes. En effet, ces derniers, composés de plusieurs familles, de plusieurs personnes isolées ou d'une combinaison de familles et de personnes isolées, sont des ménages de plus grande taille, à mode de cohabitation identique de la personne de référence. Or, ils représentent 11,2 % des ménages dont la personne de référence est immigrée, soit deux fois plus que dans les autres ménages.

Enfin, si la part des ménages franciliens dont la personne de référence est immigrée était identique à celle observée en France, la taille moyenne des ménages franciliens serait en 2012 de 2,25 (au lieu de 2,33).

Entre 2007 et 2012 en Ile-de-France, la taille moyenne des ménages dont la personne de référence est immigrée diminue (passant de 2,92 à 2,87) alors que celle des ménages non immigrés reste stable (2,18 et 2,17). Le fait que la taille moyenne des ménages franciliens ne baisse plus à l'heure actuelle (2,33) s'explique par la hausse de la part des ménages dont la personne de référence est immigrée, qui est passée de 20,5 % à 22,1 %. En effet, comme la taille moyenne des ménages dont la personne de référence immigrés reste supérieure à celle des non-immigrés, ceci limite sensiblement la diminution de la taille moyenne des ménages globalement dans la région. Si leur part était restée stable, la taille moyenne des ménages franciliens serait, en 2012, de 2,32 (et non 2,33).

4 Le vieillissement de la population contribue à la baisse de la taille moyenne des ménages en petite et grande couronnes

Les principaux facteurs de l'évolution de la taille moyenne des ménages entre 2007 et 2012

	Taille moyenne des ménages		Évolution 2007-2012		
	2007	2012	Totale	Dont vieillissement	Dont mode de vie
Paris	1,88	1,89	0,01	0,00	0,01
Hauts-de-Seine	2,22	2,23	0,01	-0,01	0,01
Seine-Saint-Denis	2,57	2,56	-0,01	-0,03	0,02
Val-de-Marne	2,34	2,34	0,00	-0,02	0,01
Seine-et-Marne	2,59	2,55	-0,04	-0,05	-0,01
Yvelines	2,53	2,48	-0,05	-0,05	0,00
Essonne	2,53	2,51	-0,02	-0,03	-0,01
Val-d'Oise	2,64	2,61	-0,03	-0,05	0,02
Ile-de-France	2,34	2,33	-0,01	-0,02	0,01
Province	2,28	2,23	-0,05	-0,03	-0,02

Source : Insee, recensements de la population 2007 et 2012.

La taille moyenne des ménages augmente fortement dans le Grand Londres

Le Grand Londres accueille une population moins nombreuse que celle de l'Ile-de-France (8,2 millions d'habitants, contre près de 12 millions), sur un territoire beaucoup plus petit (1 600 km² contre 12 000 km²). Cependant, sa population croît deux fois plus vite en volume que celle de l'Ile-de-France depuis plusieurs années.

Une construction de logements bien plus faible qu'en Ile-de-France induisant une forte augmentation de la taille moyenne des ménages

La croissance démographique du Grand Londres est deux fois plus élevée qu'en Ile-de-France (+ 121 000 personnes par an de 2006 à 2011, contre + 64 000), en dépit d'une construction de logements bien plus faible : deux logements neufs construits pour 1 000 habitants en 2011, contre 3,7 en Ile-de-France. En conséquence, la taille moyenne des ménages dans le Grand Londres s'est fortement accrue entre 2001 et 2011, passant de 2,37 personnes par ménage à 2,50. L'exemple londonien montre que l'attractivité des grandes métropoles tient à leur marché de l'emploi et non à leur marché immobilier, et que les ménages s'adaptent en se serrant dans leurs logements. La question du logement, absente depuis de nombreuses années de l'agenda politique du Grand Londres, est cependant apparue récemment comme un problème social majeur¹ avant de devenir un véritable enjeu économique².

Le même « moteur à trois temps » de la croissance démographique se retrouve dans ces deux métropoles mondiales

Les évolutions démographiques du Grand Londres comme de l'Ile-de-France s'expliquent par un excédent naturel élevé, un solde migratoire négatif avec le reste du pays mais positif avec le reste du monde. Seule l'amplitude respective de ces trois composantes diffère, tout comme leur évolution récente.

Un excédent naturel londonien en hausse mais qui reste inférieur à celui de l'Ile-de-France

Le solde naturel du Grand Londres apparaît en forte hausse (d'un peu moins de 45 000 en moyenne en 2001-2002 à plus de 86 000 en 2011-2012), en raison des effets conjoints de la baisse du nombre de décès et la hausse des naissances qui touchent l'ensemble du Royaume-Uni depuis le début des années 2000. Cet excédent naturel reste toutefois inférieur à celui de l'Ile-de-France (+ 111 000 en moyenne de 2006 à 2012).

Le déficit migratoire du Grand Londres avec le reste du Royaume-Uni diminue et est devenu inférieur à celui estimé pour l'Ile-de-France avec le reste de la France

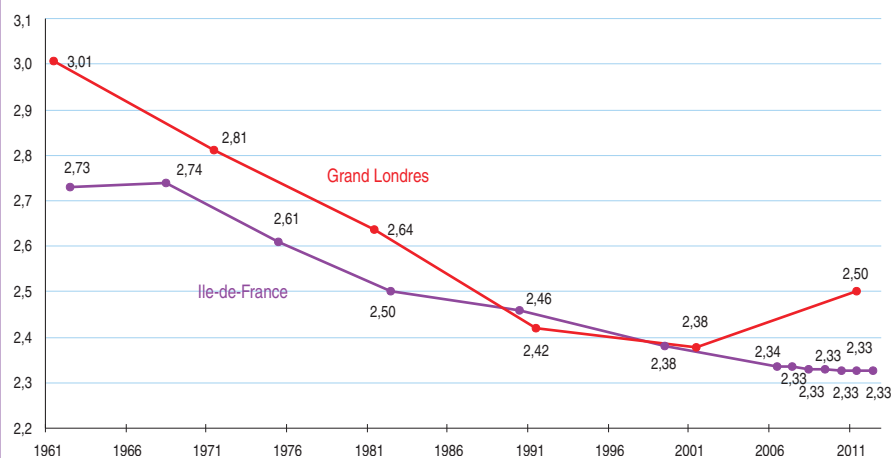
Le déficit migratoire intérieur du Grand Londres est passé de - 93 000 à - 52 000 par an entre les périodes 2001-2006 et 2006-2011. La crise économique a eu pour effet de réduire les départs du Grand Londres vers le reste du Royaume-Uni et d'accroître les mouvements en sens inverse. La France ne dispose pas encore d'une évaluation annuelle des flux migratoires intérieurs mais les estimations indiquent un déficit relativement stable depuis 1999, de l'ordre de - 70 000 à - 90 000 personnes par an pour l'Ile-de-France. Dans ses échanges migratoires avec les autres régions françaises, l'Ile-de-France perd aujourd'hui davantage d'habitants que le Grand Londres, la crise économique de 2008 n'y ayant, pour l'instant, pas eu le même impact.

Un solde migratoire international bien plus élevé qu'en Ile-de-France

La principale différence entre le Grand Londres et l'Ile-de-France tient à l'importance qu'y prennent les migrations internationales. Dans le Grand Londres, ces échanges se soldent par des arrivées nettes comprises, selon les années, entre + 60 000 et + 110 000 personnes par an, soit un niveau deux à trois fois plus élevé que celui estimé pour l'Ile-de-France. Les arrivées internationales ont culminé dans les années 2004-2005, suite à l'ouverture anticipée du marché du travail anglais aux ressortissants des huit nouveaux pays de l'Union européenne. La crise économique de 2008 et l'ouverture progressive du marché du travail des autres pays européens ont limité les arrivées internationales et augmenté les départs du Grand Londres. Le solde migratoire international londonien s'est donc réduit.

Depuis le début des années 2000, la taille moyenne des ménages londoniens augmente, alors qu'elle continue à baisser pour se stabiliser récemment en Ile-de-France

Évolution de la taille moyenne des ménages dans le Grand Londres et en Ile-de-France



Sources : Insee, recensements de la population 1962 à 2012 ; Office for National Statistics.

¹ 12 steps to solving London's housing crisis, London First, 2014

(http://www.londonfirst.co.uk/wp-content/uploads/2014/03/2FLF_HOUSING_REPORT.pdf)

² Moving Out: how London's housing shortage is threatening the capital's competitiveness, London First, 2014 (<http://londonfirst.co.uk/wp-content/uploads/2014/09/Moving-Out-Final.pdf>)

la taille moyenne baisse de seulement 0,01 point contre - 0,05 en province. Pendant cette période, en Ile-de-France, le vieillissement de la population a été le seul facteur à contribuer à la baisse de la taille moyenne des ménages (figure 4) : - 0,02 contre - 0,03 en province. L'évolution des modes de vie, contrairement à la période antérieure, conduit à augmenter légèrement la taille moyenne des ménages franciliens (+ 0,01 point), à l'inverse de la province (- 0,03 point).

Un constat à nuancer en grande couronne où la taille moyenne des ménages reste élevée et continue à baisser

Depuis 1968, Paris et les Hauts-de-Seine restent les départements franciliens présentant les plus faibles tailles moyennes de ménages. En 2012, les ménages parisiens sont composés de 1,89 personne et ceux des Hauts-de-Seine de 2,23 personnes. Avec 2,54 personnes par ménage, la taille moyenne des ménages de grande couronne est supérieure à celle du reste de la région (2,18 personnes). Seul le département de la Seine-Saint-Denis présente un nombre moyen de personnes par ménage comparable à celui de la grande couronne (2,60 personnes par ménage, un taux stable depuis 1999). Dans ce département, depuis 1968, la taille moyenne des ménages est la plus élevée des départements de petite couronne. À la différence de l'agglomération parisienne, où la taille moyenne des ménages s'est stabilisée récemment (+ 0,01 point), en grande couronne elle continue de diminuer légèrement (- 0,04 point).

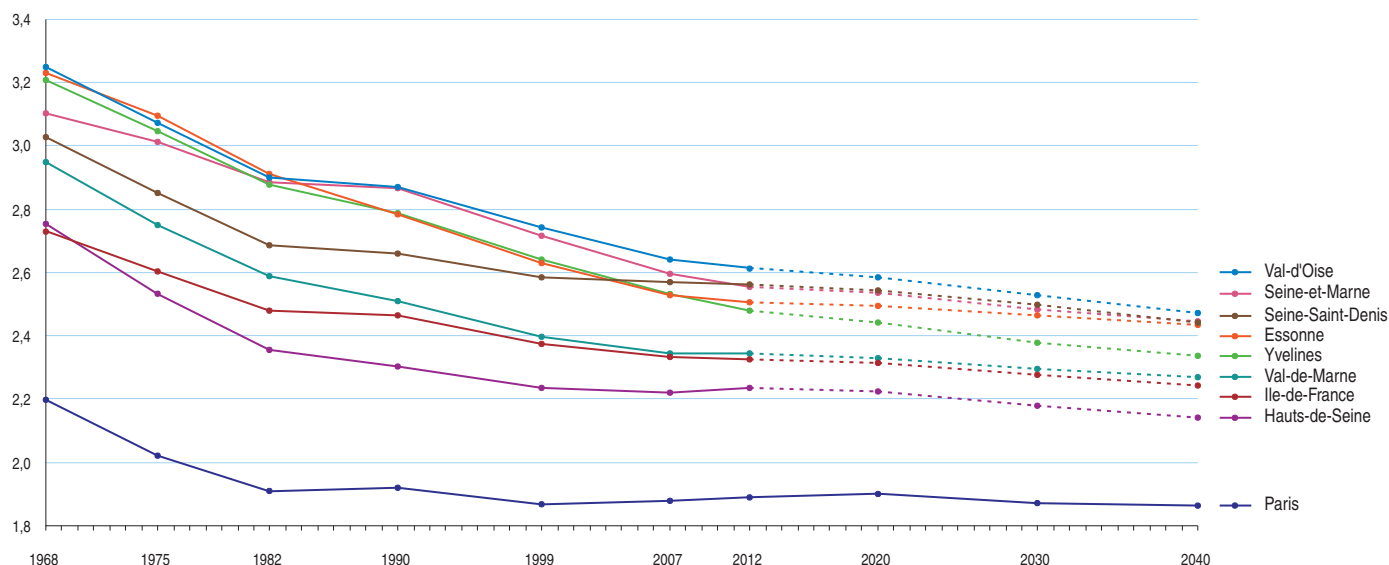
Entre 2007 et 2012, au cœur de l'agglomération parisienne (Paris et petite couronne), le vieillissement de la population a peu d'impact sur l'évolution de la taille moyenne des ménages (- 0,01 point), alors qu'il est le facteur contribuant le plus à la baisse en grande couronne (- 0,04 point). Le vieillissement n'impacte pas l'évolution de la taille moyenne des ménages à Paris et contribue peu à la faire baisser dans les Hauts-de-Seine (- 0,01 point) et dans le Val-de-Marne (- 0,02 point). À l'inverse, l'évolution des modes de vie contribue à diminuer la taille moyenne des ménages en Seine-et-Marne et en Essonne. Dans les autres départements franciliens, l'évolution des modes de vie influe à la hausse sur la taille moyenne des ménages (+ 0,01 point au cœur de l'agglomération parisienne).

Moins de couples avec enfants locataires et plus de foyers monoparentaux

En 2012, l'Ile-de-France compte 27 000 couples avec enfant(s) de plus qu'en 1999

5 La taille moyenne des ménages franciliens baisserait légèrement d'ici 2040 sous l'hypothèse de modes de cohabitation constants par sexe et âge

Évolution de la taille moyenne des ménages par département et simulation jusqu'en 2040 si les modes de cohabitation n'évoluaient plus par rapport à 2012



L'évolution de la pyramide des âges de la population a été obtenue en figeant, pour chaque sexe et pour chaque âge, la répartition de la population par mode de cohabitation observée en 2012 jusqu'en 2040. Cette répartition a ensuite été appliquée à la population par sexe et âge de chaque département simulée jusqu'en 2040 (à taux de fécondité et de migrations nettes constants, quotients de mortalité évoluant de façon tendancielle et propension à former un ménage constante).

Source : Insee, recensements de la population 1968 à 2012 - Méthodologie IAU IdF.

(+ 2,1 %), propriétaires ou locataires d'un logement (hors meublés). Cette hausse est plus forte dans les Hauts-de-Seine (+ 11,0 %) et à Paris (+ 4,4 %).

Parmi les ménages en couple, et comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, seuls les propriétaires augmentent (+ 75 000, soit + 10,7 % par rapport à 1999). Plus de la moitié de ces ménages occupent de grands logements, d'au moins cinq pièces (55 % en 2012, soit trois points de plus qu'en 1999). En revanche, le nombre de ménages propriétaires de studio et de deux pièces baisse, sauf à Paris et dans les Hauts-de-Seine. Plus des deux tiers de ces petits logements sont occupés par des couples ayant un seul enfant.

À l'inverse, entre 1999 et 2012, les ménages en couple avec enfant(s) sont moins souvent locataires (- 48 000 soit - 7,8 %), en particulier dans le parc social (- 36 000, soit - 10,5 %). Ce dernier, en revanche, accueille davantage de familles monoparentales qu'auparavant. La diminution du nombre de ménages locataires, en couple avec enfant(s), est particulièrement sensible dans les logements de quatre pièces du parc social (- 26 000 ménages, dont plus de la moitié ont deux enfants). En 2012, les couples avec enfant(s) logés en HLM occupent aussi souvent un trois pièces qu'un quatre pièces (39 %), alors que treize ans plus tôt ils étaient plus nombreux dans les quatre

pièces (48 % logés dans des quatre pièces contre 34 % dans des trois pièces en 1999). Seul Paris gagne quelques familles avec enfant(s) dans le parc social. Il s'agit surtout de petites familles logées dans des deux pièces, ou des familles de trois enfants logés dans des trois pièces, comme en petite couronne.

Dans le parc locatif privé, la baisse du nombre de ménages est moindre (- 12 000, soit - 4,5 %). Cependant, les locataires de petits logements, familles d'un ou deux enfants, augmentent (+ 12,6 %), surtout en Seine-Saint-Denis.

Les foyers monoparentaux augmentent très fortement entre 1999 et 2012 et dans tous les départements d'Ile-de-France : ils sont 114 000 foyers de plus (+ 35 %), propriétaires ou locataires d'un logement (hors meublés), avec un ou des enfants de moins de 25 ans. Cette hausse est particulièrement élevée en grande couronne (+ 40 %). Le statut d'occupation du logement des foyers monoparentaux franciliens reste identique en structure à celui de 1999 : 29 % de propriétaires, 45 % de locataires du parc social et 26 % de locataires du parc privé. Ces foyers comprennent majoritairement un ou deux enfants. Les deux tiers des propriétaires résident dans des logements d'au moins quatre pièces. Huit locataires en HLM sur dix habitent dans des trois ou quatre pièces, mais davantage dans des trois pièces. Les locataires du parc privé vivent

dans des logements plus petits, de deux ou trois pièces principalement (près des deux tiers), et plus souvent dans des deux pièces, notamment pour les foyers ne comprenant qu'un seul enfant. Ces proportions sont stables entre 1999 et 2012.

À l'horizon 2040, la taille moyenne des ménages franciliens baisserait à nouveau sous l'effet du vieillissement de la population

Si les tendances récentes se prolongeaient, la taille moyenne des ménages atteindrait 2,27 en Ile-de-France en 2040. Cette évolution à la baisse serait uniquement due au vieillissement de la population.

C'est dans les Yvelines, en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise que son impact serait le plus fort (figure 5). Le vieillissement y conduirait à une baisse comprise entre 0,09 et 0,13 point de la taille moyenne des ménages. Elle atteindrait 0,07 point dans les Hauts-de-Seine et 0,06 en Seine-Saint-Denis. C'est à Paris et dans le Val-de-Marne que l'impact du vieillissement serait le plus faible (- 0,04 point), à condition, ici comme ailleurs, que l'effet des modes de cohabitation n'évolue plus par rapport à 2012. La taille moyenne des ménages parisiens resterait la plus faible d'Ile-de-France en 2040 : 1,85 contre plus de 2 dans les autres départements franciliens (de 2,16 à 2,53). ■